

## "Les eurodéputés descendent en flammes le sommet de Luxembourg" dans Libération (13 décembre 1985)

**Légende:** Le 13 décembre 1985, le quotidien français Libération commente les critiques du Parlement européen à l'égard des résultats du Conseil européen du Luxembourg.

**Source:** Libération. 13.12.1985. Paris. "Les eurodéputés descendent en flammes le sommet de Luxembourg", auteur:PY, D.

**Copyright:** (c) Libération

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/les\\_eurodeputes\\_descendent\\_en\\_flammes\\_le\\_sommet\\_de\\_luxembourg\\_dans\\_liberation\\_13\\_decembre\\_1985-fr-ba28b83b-4fad-4c3d-ad76-c97f267bf749.html](http://www.cvce.eu/obj/les_eurodeputes_descendent_en_flammes_le_sommet_de_luxembourg_dans_liberation_13_decembre_1985-fr-ba28b83b-4fad-4c3d-ad76-c97f267bf749.html)

**Date de dernière mise à jour:** 11/09/2013

## Les eurodéputés descendent en flammes le sommet de Luxembourg

**Le Parlement européen n'est pas satisfait du tout des résultats du dernier Conseil européen du Luxembourg. La réforme des traités esquissée au sommet leur semble tout à fait inacceptable. Les ministres sont priés de revoir leur copie.**

### Strasbourg (envoyé spécial)

Le dernier sommet européen de Luxembourg - présenté ici ou là comme un franc succès diplomatique - a fait, au moins, 244 insatisfaits de plus. Sur les 300 eurodéputés qui se sont prononcés mercredi soir à Strasbourg sur les textes issus du marathon des 2 et 3 décembre, la grande majorité d'entre eux a, en effet, considéré que « les résultats du Conseil européen dans leur ensemble sont insatisfaisants » et que sont inacceptables « les modifications proposées au Traité CEE dans leur état actuel, notamment en ce qui concerne les pouvoirs du Parlement européen ».

Dans la soirée de mercredi, à l'issue du vote de son texte de « réserves », Altiero Spinelli, ardent défenseur de l'Union européenne jubilait : « Dans ces derniers mois, j'ai pu lire et entendre que le Parlement européen s'apprêtait à lâcher Spinelli et à se rallier au Conseil... mais le Parlement a tenu bon (...), il devait dire non aux piètres résultats du Conseil de Luxembourg (...), il a dit non (...), tout en réservant quand même son jugement définitif. » Ce dernier point est une concession spinellienne - in extremis - aux conservateurs britanniques et aux socialistes français effrayés de leur hardiesse (surtout, ne pas avoir l'air de censurer leur gouvernement !).

Faisons les comptes. Sur les dix pays qui ont, à Luxembourg, réalisé péniblement « dix petits pas » en direction d'une modeste révision du Traité de Rome, on peut d'ores et déjà compter deux réserves d'Etats membres - l'Italie et le Danemark - et, depuis mercredi, une réserve générale des élus des peuples européens. La prochaine manche aura lieu lundi et mardi prochains au conseil des ministres des Affaires étrangères européen, où il faudra mettre en forme les « petits pas » et s'entendre à dix sur leur réelle portée. Le président du conseil en exercice, le Luxembourgeois Jacques Poos, a averti à Strasbourg, qu'il ne fallait pas s'attendre à ce que les ministres renégocient les textes du sommet. C'est dommage, parce que c'est justement ce que le Parlement européen, s'appuyant sur la réserve italienne, demande dans la résolution de Spinelli.

L'assemblée des communautés voudrait en effet que soient élargis ses pouvoirs « législatifs » dans tous les domaines couverts par le traité et que, dans la navette avec le conseil, si ce dernier ne se prononce pas dans des délais raisonnables, le dernier mot soit réservé aux parlementaires. Ces derniers veulent aussi que le Conseil aille plus loin, le 16 décembre, en matière de coopération monétaire et dans le sens de l'unicité des traités réformés. Le gouvernement italien a déjà fait savoir lors du Sommet de Luxembourg qu'il soutiendrait la démarche du parlement. Mais jusqu'où ? On croit savoir qu'au sein de la coalition Craxi, les ardeurs europarlamentaristes ne sont guère homogènes. Les démocrates-chrétiens derrière Giulio Andreotti sont plus chauds que les socialistes de Bettino Craxi. Le gouvernement italien peut-il faire capoter les résultats du Conseil européen pour soutenir Spinelli, en se fâchant avec ses partenaires-Etats membres ? Peut-on aller jusqu'à la crise gouvernementale à Rome pour une question de ce type ? Le suspense est intense : comment les dirigeants italiens vont-ils pouvoir lundi et mardi plier élégamment devant le reste du conseil sans « lâcher Spinelli » trop brutalement.

Peut-être après tout ne sera-t-il nullement besoin de ces contorsions, car les Danois peuvent eux aussi rayer d'un trait « l'Europe du Possible » (l'expression est de Jacques Delors) issue du Sommet de Luxembourg. Leur parlement - le Folketing - a cette semaine réitéré son refus absolu de toute révision du Traité de Rome qui remettrait en cause le droit de veto et qui accroîtrait les pouvoirs du Parlement européen. Le gouvernement minoritaire de Poul Schlüter a tout intérêt à se conformer aux vœux de son assemblée nationale... Et comme toute réforme des traités doit être décidée à l'unanimité du conseil, les Danois détiennent un atout maître. Sans compter que le texte de Luxembourg est tellement flou qu'il a pu être présenté par Margaret Thatcher aux Communes comme une victoire britannique (!!!). Les ministres vont avoir du mal lundi...

Les grandes séances d'autosatisfaction du lendemain du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement semblent bien loin : dans ces grands trips gouvernementaux, ce sont les descentes qui sont les plus vertigineuses.